



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde

Service Urbanisme Aménagement Transports

Unité Planification

Affaire suivie par : Christine SANCHEZ
christine.sanchez@gironde.gouv.fr
Tél. 05 56 24 83 85 – Fax : 05 56 24 47 24



Bordeaux, le 9 août 2017

LE PREFET DE LA REGION NOUVELLE-
AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE

à

Mesdames et Messieurs les maires
(cf. liste jointe)

Objet : Institution d'une servitude d'utilité publique autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

P.J. : arrêté préfectoral instituant la servitude + carte associée
1 plaquette d'information.

En application de l'article R. 555-53 du code de l'environnement, je vous prie de trouver ci-joint l'arrêté préfectoral instituant une servitude d'utilité publique (SUP) pour la prise en compte des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé situées sur le territoire de votre commune.

Cet arrêté n'est soumis ni à affichage en mairie ni à insertion obligatoire dans la presse locale. Par contre, le cas échéant et conformément aux articles L 151-43, L 153-60, L 161-1 et L 163-10 du code de l'urbanisme, cette servitude doit être annexée sans délai au plan local d'urbanisme ou à la carte communale de votre commune. Il vous appartient donc de procéder à la mise à jour de votre document d'urbanisme et de transmettre copie de l'arrêté de mise à jour correspondant à la DDTM (coordonnées en en-tête). Vous disposez d'un délai de 3 mois pour accomplir cette formalité, délai au-delà duquel je serai réglementairement dans l'obligation d'y procéder d'office. Si votre commune appartient à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) disposant de la compétence d'élaboration d'un document d'urbanisme, c'est cet EPCI qui doit procéder à la mise à jour; vous voudrez bien dans ce cas, lui transmettre copie du présent courrier, de l'arrêté et de la carte.

Cette servitude doit également être prise en compte lors de l'instruction des demandes d'utilisation du sol. L'arrêté préfectoral instituant la SUP doit donc être communiqué au service en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme pour votre commune. Je précise qu'à défaut de mise à jour de votre document d'urbanisme par annexion de la servitude dans le délai d'un an, celle-ci ne serait plus opposable aux demandes d'autorisation d'urbanisme.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur les dispositions de l'article R.555-46 du code de l'environnement qui prévoit l'obligation d'informer immédiatement le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones définies à l'article 2 de l'arrêté. Cette information permet au transporteur de vérifier la compatibilité du niveau de sécurité de ses ouvrages avec la densification de l'urbanisation et d'appliquer les mesures de renforcement de la sécurité nécessaire, le cas échéant.

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

Hervé BRUNELOT